

# **DEFENSE ET DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS, LA CREUSE EN A BESOIN MAINTENANT ET PARTOUT NE LAISSONS PAS FAIRE !**

**Les services publics ont près de cent ans.** Grâce à la lutte, ils ont permis la satisfaction des besoins essentiels des populations en les soustrayant aux logiques de profit et de rentabilité.

**En Creuse, aller à l'école primaire à proximité de son village était relativement simple,** trouver au collège, puis au Lycée l'ensemble des options offertes par l'Education Nationale était possible.

**Les services hospitaliers** étaient répartis et on pouvait se **soigner ou accoucher** sans être obligé de parcourir des dizaines de kilomètres.

Nous pouvions profiter de bureaux de **poste à proximité** et le **téléphone** arrivait partout sans surcoût tout comme l'**électricité**.

Aujourd'hui, alors que les plans sociaux et les licenciements se multiplient et que le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des chômeurs régresse, **des écoles, des gares, des services hospitaliers, des perceptions, des gendarmeries, des bureaux de poste disparaissent dans notre département et la prétendue « modernisation » qui a entraîné le transfert du tri sur Limoges engendre un retard important dans la distribution du courrier.**

C'est le principe de l'idéal républicain d'égalité de tous sur tout le territoire qui est remis en cause.

C'est en Creuse comme dans tout le pays une vie encore plus difficile pour des millions de citoyens.

Si nous laissons faire, demain, les services du Trésor public ou des impôts, le réseau de la Banque de France (avec la proximité de l'aide au surendettement), les pompiers, les directions du travail, de l'agriculture, la DDE, etc. seront réduits à leur plus simple expression.

**Se soigner, s'instruire, communiquer relèvent déjà dans certains endroits du parcours du combattant.**

La disparition des services publics entraînera dans son sillage celle des conquêtes sociales du public et du privé, elle condamnera la solidarité nationale et favorisera l'inégalité des citoyens et des territoires.

**Nous subissons des choix idéologiques et politiques.**

**La Creuse n'est pas un cas isolé,** car en France comme en Europe et dans le reste du monde **le tournant libéral du capitalisme,** amorcé dès la fin des années soixante joue partout la même rengaine et annonce le malheur des populations. En France, en Europe et partout dans le monde, les gouvernements successifs qui ont peu ou prou cédé aux pressions des grands groupes industriels et financiers transnationaux se sont laissés convaincre par les thèses économiques libérales. Mise en **concurrence, ouverture du capital, privatisation, recherche du profit maximal** deviennent effectifs en Europe libérale. Pour l'utilisateur, devenu « client », les coûts ne cessent d'augmenter à l'image de la privatisation des services publics de l'électricité aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Angleterre.

**Aujourd'hui, sous l'impulsion du MEDEF, c'est à une véritable asphyxie budgétaire des services publics voire à leur liquidation qu'entend procéder la droite au pouvoir en réduisant les impôts directs et ainsi la seule répartition juste des richesses produites entre le capital et le travail.**

Il faut prendre conscience que rien n'est inéluctable. **La grande majorité d'entre nous n'a pas intérêt à ce démantèlement des services publics.** Ni les retraités, ni les jeunes, ni les salariés du privé ou du public, ni les entrepreneurs et artisans, ni les agriculteurs, ni les professions libérales, ni les chômeurs et les exclus ne doivent s'y résoudre.

**Nous aurions préféré ne pas passer les trois quarts de notre temps à nous défendre, et nous consacrer à construire notre avenir commun, mais comme souvent dans l'histoire, il faut oser entrer en résistance quand les équilibres fondamentaux sont menacés.**

**Nous avons manifesté, signé des pétitions, mobilisé, fait grève, rencontré les services de l'Etat pour faire comprendre que notre département ne veut pas mourir.**

- Nous renouvelons notre demande de réunion de la commission départementale d'organisation de modernisation des services publics.
- Nous continuons de demander une table ronde qui réunisse les services de l'Etat, les collectivités locales, les partis politiques, les organisations syndicales et les associations d'usagers.
- Nous soutenons l'action des collectifs locaux de maintien et de développement des services publics et appelons à leur multiplication.
- Nous soutenons l'action des élu(e)s qui envisagent de démissionner de leur mandat pour protester contre la fermeture de services publics dans leurs cantons
- Nous continuons d'exiger un moratoire sur les réductions de l'offre de services publics pour administrer le bien commun et l'intérêt général.
- Un seul but : Halte à la casse, arrêt des suppressions de moyens humains et matériels.

- le samedi 13 novembre 2004 à 10h devant l'hôtel de ville de Guéret : Nous appelons la population à se rassembler massivement pour exiger avec nous un moratoire.
- Nous appelons la population à aller à la rencontre des personnalités de ce gouvernement qui viendront en Limousin pour leur porter haut et fort notre colère.

Les signataires suivants lancent un appel de mobilisation de la population :  
 ATTAC, CGT, collectif des usagers de la poste de St-Vaury, Collectif des usagers des services publics de La Souterraine, ADDSP Combraille, Confédération Paysanne, FCPE , FGR, UNRPA, LDH , FSU, G10 solidaires, UNSA-Education, LCR, Les Verts, PCF, Parti Socialiste, ...